

Des réformes viables pour la Russie

Par OLIVIER BLANCHARD

Olivier Blanchard est professeur au Massachusetts Institute of Technology. Lundi prochain, «Economie» avec Daniel Cohen.

Le lundi 1er novembre 1999

Qui est responsable de l'effondrement économique de la Russie depuis 1990? Les politiciens incompetents, les oligarques, les bureaucrates corrompus, les mafias, le Fonds monétaire international? Les accusations pleuvent, mais les faits restent obscurs. Une nouvelle étude de McKinsey devrait aider à les clarifier, et à faire avancer le débat.

Le but de cette étude (accessible sur www.mckinsey.com) était simple : étudier en détail la situation de dix secteurs d'activité. Les conclusions sont simples aussi : dans les dix secteurs, la productivité est égale en moyenne à 19 % du niveau de productivité américain. La cause de cette très faible productivité est commune à tous les secteurs. Un système complexe d'aides cachées, d'interdictions administratives, et de distorsions de prix, protège les ex-entreprises d'Etat - à faible productivité - et brime le développement de nouvelles entreprises, qui auraient une productivité beaucoup plus élevée.

L'étude de chaque secteur permet de mieux comprendre la nature de ce système d'aides. Quelquefois, les méthodes sont transparentes. Dans le secteur de la construction, même quand les appels d'offre sont supposés être ouverts à tous, les contrats vont tout simplement aux anciennes entreprises. Les autres doivent se battre indéfiniment pour obtenir leur permis de construire, ou clarifier les droits de propriété sur les terrains à bâtir.

Quelquefois, les subventions prennent des formes cachées. Beaucoup d'entreprises devraient fermer si elles payaient leur énergie au prix du marché. Alors, elles paient en troc, utilisant des biens quasiment sans valeur (des immeubles inhabités par exemple) pour payer leurs fournisseurs.

Et les distorsions ne s'arrêtent pas là. Pour empêcher que les fournisseurs de pétrole ne soient tentés de vendre leur énergie au prix du marché, le gouvernement décourage les exportations et le développement de nouveaux pipelines vers l'Ouest. Le résultat de toutes ces mesures : le maintien d'entreprises improductives, une absence de transparence qui favorise les pires abus et la corruption, la perte de revenus potentiels d'exportation, revenus qui, à ce stade, seraient absolument précieux au développement de la Russie.

Pourquoi cette discrimination systématique et quasiment suicidaire à l'égard des nouvelles entreprises? Est-ce à cause de l'influence politique des directeurs des ex-entreprises d'Etat? Est-ce le désir des gouvernements locaux d'éviter une augmentation du chômage si les grandes entreprises devaient fermer? Est-ce le résultat d'une corruption généralisée, où tout entrepreneur potentiel sait que, quels que soient ses profits, ils disparaîtront en impôts et en pots-de-vin? Toutes ces explications contiennent une part de vérité et elles suggèrent sinon des remèdes magiques, du moins des réformes. Aujourd'hui, du fait des relations entre les différents niveaux de gouvernement, les gouvernements locaux bénéficient peu d'une augmentation de l'activité au niveau local. Leur permettre de mieux profiter de la croissance économique locale les amènerait à favoriser les nouvelles entreprises - du moins celles qui ne menacent pas l'emploi dans d'autres entreprises locales -, à contrôler la corruption au niveau de la bureaucratie locale. L'étude de McKinsey montre comment ceci a été réalisé dans la région de Novgorod. Les résultats sont impressionnants, et ils donnent des raisons d'espérer. Il existe en Russie aujourd'hui des réformes qui sont à la fois politiquement viables et économiquement prometteuses